

ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2023 RELATIF A L'ANNEXE II PORTANT SUR LES SALAIRES MINIMA

Entre

Les organisations professionnelles d'employeurs

- La Fédération des Prestataires de Santé A Domicile (FEDEPSAD)
- L'Union Nationale des Prestataires de Dispositifs Médicaux (UNPDM)
- L'Union des Prestataires de Santé A Domicile Indépendants (UPSADI)

Et

Les organisations représentatives de salariés

- La Fédération des services CFDT
- La Fédération Santé et Sociaux CFTC
- La Fédération Nationale de l'Encadrement du Commerce & Services CFE-CGC
- Syndicat des employés du commerce et des Interprofessionnels SECI-UNSA

D'autre part, il a été convenu ce qui suit :

Article 1- Champ d'application

Le Champ d'Application territorial vise l'ensemble du territoire national et tous les territoires visés par l'article 2222-1 du Code du Travail, notamment la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, la Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le champ d'application professionnel concerne les entreprises relevant de la branche de négoce et de prestations de services dans les domaines médico-techniques.

Article 2 - Salaires minima

L'annexe II relative aux salaires minimums conventionnels (tableau des coefficients) de la convention collective nationale « Négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques » du 9 avril 1997, étendue par arrêté du 3 mars 1998 est remplacée comme suit :

Tableau des coefficients

Niveau	Position	Coefficient	Montant en Euros
I	1.1	300	1 785 €
	1.2	305	1 805 €
	1.3	310	1 825 €
II	2.1	320	1 860 €
	2.2	330	1 900 €
	2.3	340	1 945 €
III	3.1	360	2 000 €
	Intermédiaire	370	2 045 €
	3.2	385	2 100 €
IV	4.1	510	2 660 €
	4.2	635	3 310 €
V	5.1	670	3 490 €
	5.2	790	4 094 €

Les salaires minimaux sont fixés pour une durée mensuelle de travail de 151,67 heures.

Les salaires versés ne peuvent en aucun cas être inférieurs à la valeur du Smic.

Article 3 – Engagement des parties

Les parties signataires s’engagent à rouvrir les négociations salaires minimaux hiérarchiques au plus tard à la fin du premier semestre 2024.

Article 4 - Egalité professionnelle

Les organisations syndicales de salariés et d’employeurs représentatives et signataires du présent avenant rappellent l’importance de l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, les entreprises de la branche doivent veiller à garantir une égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en matière d’égalité des chances, de recrutement, de formation et de rémunération, conformément aux dispositions des articles L. 1142-5, L. 2242-1, 2242-3 et -13, L.4121-3 et L.3221-2 et suivants du code du travail.

Article 5– Durée – Dépôt, Extension et entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, prendra effet à compter du 1er janvier 2024.

Il sera déposé et fera l’objet d’une demande d’extension à l’initiative de la partie la plus diligente dans les conditions prévues par le code du travail.

Article 6 : Modalités d'application de l'accord selon l'effectif de l'entreprise

La branche professionnelle du négoce et des prestations de services dans les domaines médico-techniques étant composée majoritairement de très petites entreprises de moins de cinquante salariés, les dispositions du présent accord ont été rédigées en considération des spécificités de ces entreprises. Par voie de conséquence, l'adoption des stipulations mentionnées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail ne se justifie pas.

Article 7 : Révision et dénonciation

Le présent accord est révisable totalement ou partiellement à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires. Toute modification donnera lieu à un nouvel accord conclu par les partenaires sociaux ou une partie d'entre eux conformément aux dispositions légales.

La demande de révision devra être portée à la connaissance des parties contractantes, par lettre recommandée avec avis de réception. Elle devra être accompagnée d'une lettre de notification d'un nouveau projet de texte sur les points sujets à révision. Les discussions devront commencer dans un délai de trois mois suivant la réception de la lettre de notification.

Le présent texte restera en vigueur jusqu'à l'application du nouvel accord signé à la suite d'une demande de révision.

En outre, le présent texte et ses avenants éventuels pourront être dénoncés par l'un ou l'autre des signataires dans les conditions définies par la loi.

L'avenant peut être à tout moment dénoncé avec un préavis de trois mois. Toute dénonciation par l'une des parties signataires est obligatoirement notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre décharge à chacune des autres parties.

Toute organisation syndicale représentative des salariés ou des employeurs peut en demander la révision à l'issue d'un cycle électoral.

Fait à Paris, le 16 novembre 2023 en 13 exemplaires originaux.

ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS	ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES DE SALARIÉS
Pour la FEDEPSAD représentée par	Pour la Fédération des Services CFDT représentée par
Pour l'UNPDM représentée par	Pour la Fédération Nationale de l'Encadrement du Commerce et des Services CFE/CGC représentée par
Pour l'UPSADI représentée par	Pour SECI-UNSA représentée par
	Pour la Fédération CFTC Santé et Sociaux représentée par

